Comptes rendus

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/10441>

DOI : 10.4000/etudesrurales.10441

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2015

Pagination : 151-172

Référence électronique

« Comptes rendus », *Études rurales* [En ligne], 196 | 2015, mis en ligne le 01 juillet 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/10441> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.10441

Comptes rendus

Richard A. Gordon, *Cinema, Slavery, and Brazilian Nationalism*. Austin, University of Texas Press, 2015, 372 p.

Professeur à l'Université de Géorgie (Athens), Richard A. Gordon rassemble cinq études, publiées entre 1976 et 2005, qui explorent comment le cinéma brésilien interroge la conscience identitaire des spectateurs, agit sur les identités collectives et questionne ce que veut dire « être brésilien ». L'ouvrage est à la croisée d'analyses culturelles et sociologiques. Un important appareil critique et une riche bibliographie l'accompagnent.

L'introduction cerne la dynamique de l'échange entre le spectateur et le film. L'identité sociale est approchée dans le sens des psychologues sociaux Henri Tajfel et John C. Turner. Richard A. Gordon réfléchit à la manière dont chaque spectateur repense les attributs qu'il croit être les siens (identité individuelle) grâce à ce que les films lui donnent à voir du groupe auquel il dit appartenir (identité culturelle) au sein de la nation brésilienne (identité nationale).

Cinq œuvres sont analysées : *Xica da Silva* (1976, Carlos Diegues), *Quilombo* (1984, Carlos Diegues), *Chico rei* (1985, Walter Lima Junior), *O aleijadinho : paixão, glória et suplício* (2000, Geraldo Santos Pereira) et *Cafundó* (2005, Paulo Betti et Clóvis Bueno).

La réflexion porte sur la façon dont le passé est pensé et mis en scène. Le film propose aux spectateurs de se vivre comme membres d'une nation dont les nœuds identitaires sont la conquête, l'esclavage, la migration et la mobilité sociale.

La brasilianité, cette façon de vivre son appartenance au Brésil, varie selon les perceptions de ceux qui en parlent. Avec les œuvres étudiées, l'auteur discute les apports théoriques de Gilberto Freyre (1900-1987) et d'Abdias do Nascimento (1914-2011).

Célèbre intellectuel, le premier énonce dans *Casa grande e senzala* (1933) que les composantes sociales du Brésil auraient été fondues grâce à l'originalité de la colonisation portugaise et au christianisme. En érigeant la maison du maître comme lieu central de l'interpénétration, cette lecture minore l'apport proprement africain, la violence du système esclavagiste et la prégnance des discriminations qui fracturent la société.

Le second, Abdias do Nascimento, militant actif des droits des Afro-Brésiliens depuis la fin des années 1930, marque le paysage intellectuel et politique avec *O quilombismo* (1980). Il invite les Afro-Brésiliens à revendiquer la fierté d'être noir et à abattre les injustices sociales. Le credo d'une nation née de la fusion d'éléments divers n'est pas acceptable facilement.

L'identité brésilienne tirerait ses racines de l'Afrique et de l'esclavage. Les résistances des descendants des esclaves auraient permis de conserver les traits culturels des origines, loin du mythe de colons bienveillants et assimilationnistes. La part européenne serait seconde dans l'« être brésilien ».

D'après Richard A. Gordon, ces deux pôles de réflexion identitaire pèsent sur les œuvres cinématographiques parlant de l'esclavage ou de sa mémoire. En mettant en scène des personnages qui connaissent diverses

conditions sociales au cours de leur vie, hors de leur milieu de naissance, le cinéma offre aux spectateurs des lectures, à géométrie variable, de la brasilianité, née d'un syncrétisme culturel ou d'un affrontement, mais ayant sa singularité.

Les scénarii poussent les spectateurs à réfléchir à leur identité propre dans la société. Selon les perspectives des réalisateurs, chacun peut imaginer comment et à quelle place les générations qui l'ont précédé ont participé à la construction de l'identité nationale.

À l'heure où le pouvoir brésilien perçoit l'anthropologie comme un outil pour éclairer la brasilianité, ce livre prouve que le cinéma peut renseigner sur la fabrique des identités.

Il poursuit des réflexions qui ont animé les intellectuels brésiliens depuis la fin du XIX^e siècle : quelle nation peut surgir de l'hétérogénéité des groupes sociaux ? José Oswald Andrade (1890-1954) parlait de l'anthropophagie du Brésil, qui naît de l'ingestion de toutes les influences venues en cette terre de conquête. D'autres soulignent l'hétérogénéité des groupes comme étant la marque du Brésil.

Aujourd'hui encore, des caractères identitaires sont revendiqués comme – ou attribués à – des rémanences du « conquérant » (audacieux), « colon » (dominant), « esclave » (soumis, discriminé), « migrant » (sans attache, sans terre).

La sociologue Maria Isaura Pereira de Queiroz a exposé en 1987 les enjeux des discussions sur « identité culturelle » et « identité nationale » au Brésil depuis 1888. La synonymie des deux expressions n'est pas assurée dans l'esprit de tous ceux qui pensent la nation brésilienne au XX^e siècle.

L'intérêt du présent ouvrage réside dans le changement d'approche. En partant du cinéma, il explore un média qui propose à chaque spectateur de se positionner par rapport à cette hétérogénéité si problématique et de penser, à son échelle, cette si mouvante brasilianité.

Fabien Gaveau

Michel Korinman ed., *L'empire (pacifique) du Brésil* (Outre-Terre 42), 2015, 251 p.

La revue européenne de géopolitique *Outre-Terre*, dirigée par Michel Korinman, professeur émérite à Paris Sorbonne et président de l'Académie européenne de géopolitique, consacre un dossier au Brésil. De nombreux contributeurs proposent de saisir un pays animé par de puissantes dynamiques territoriales, sociales, économiques, géopolitiques et par les nombreux troubles qui en naissent. Plusieurs articles ont été traduits du portugais, de l'anglais et de l'italien.

Cinq parties structurent la publication après une introduction qui rappelle les contextes économiques, « le national-continentalisme du Brésil », sociaux, « Le Brésil des Brésiliens », et historiques, à partir de cartes consacrées aux relations avec l'Afrique.

Les 1^{re}, 2^e et 4^e parties exposent les moyens de la puissance économique et géopolitique du Brésil et sa place au sein des BRICS. La 3^e partie tempère cette puissance en démontrant que le Brésil est « un continent isolé ». Enfin, la 5^e partie approche ce qu'il y a à apprendre de la situation de la psychanalyse au Brésil.

Parmi les contributions, trois sont à retenir pour appréhender les problématiques agricole et rurale actuelles du Brésil.

Hervé Théry, directeur de recherche au CREDA, retrace le développement et les problèmes du Brésil à partir de huit cartes réalisées par l'Institut brésilien de géographie et de statistiques. La continuité et l'accélération du processus d'occupation du Brésil sont exposées depuis l'action des *bandeirantes*

portugais. Le lecteur sera éclairé sur de nombreuses questions comme le droit de la terre, la place des indigènes depuis la constitution de 1998 ou les enjeux de la création de réserves naturelles. Il lira ce qu'enseigne la création, inspirée de l'IDH du PNUD, de l'indice de *desenvolvimento humano municipal* par le Brésil. Sa cartographie traduit, pour le Mato Grosso, comment les migrants transportent avec eux leur niveau de développement.

Anne-Sophie Alsif, docteur en sciences économiques au Centre de recherche sur le Brésil colonial et contemporain, utilise les données de la Banque nationale brésilienne du développement économique et social pour étudier l'impact de la production d'éthanol de canne au Brésil. La filière crée des emplois. Elle assure des revenus directs et indirects aux travailleurs. Le Brésil trouve également de nouveaux débouchés en Amérique latine et en Afrique.

Le savoir-faire brésilien peut inspirer ailleurs, là où les plantes sources d'éthanol, sont présentes. Le jatropha, le manioc, le maïs, cultivés au sud du Sahara, peuvent alimenter la filière et aider au maintien des agricultures familiales africaines. Le Brésil a d'ailleurs créé au Ghana un organisme de recherche pour accompagner l'essor agricole permettant de produire cette énergie. L'éthanol, qui diminue la dépendance au pétrole, est aussi une alternative aux énergies fossiles, sources de gaz à effet de serre. Il séduit d'autres États comme l'Australie, le Japon et la Corée du Sud.

Cependant, sa production implique des conditions pénibles de travail, des emplois

peu qualifiés et précaires. L'éthanol de canne relance, enfin, les débats entre cultures alimentaires et industrielles et ceux sur les conditions de sa culture (réforme agraire, irrigation).

Un troisième article, de Neli Aparecida de Mello-Théry (Université de São Paulo), expose les dynamiques agricoles en Amazonie. Il présente les productions amazoniennes (bois, élevage, soja, riz) tout en insistant sur la gestion environnementale sous la houlette du nouvel Institut brésilien de l'environnement. Cet organisme gère 310 réserves naturelles, dont 80 % en Amazonie, en collaboration avec le Système national des unités de conservation, qui définit les priorités d'action. Ainsi émergent de nouvelles instances de conception et d'exécution des politiques publiques dans le domaine rural et agricole.

Trois perspectives de gestion territoriale sont à l'œuvre au Brésil : le macrozonage écologico-économique, d'après la géographe Bertha Becker ; la création de districts forestiers depuis la loi de 2006 sur la gestion des forêts ; la conservation de la biodiversité avec la création du Fonds brésilien pour la diversité.

L'approche panoramique du Brésil restitue la variété des problématiques agricoles, rurales et environnementales. Elle décrit l'action de nouvelles institutions en prise avec les dynamiques sociales (le statut des indigènes par exemple), économiques (le rôle de l'éthanol de canne) et environnementales (la création des réserves naturelles). Le Brésil s'adapte aux problématiques de la mondialisation à l'aide de nouveaux outils institutionnels soutenant les politiques économiques, sociales, géopolitiques et environnementales.

Cela fait écho aux travaux de Daron Acémoglu, professeur d'économie au MIT (Boston), et de James Robinson, professeur de sociologie à Chicago. Ils ont théorisé la notion d'« institutions inclusives », instruments des États pour stimuler les innovations et aider à saisir des opportunités de développement. L'articulation « théorie/pratique » est au cœur du développement durable. De nouvelles coopérations entre pays naissent et sont attendues.

Le financement solidaire d'actions entre États demeure cependant un point sensible. Les discussions autour de la COP21, en décembre 2015 à Paris, en témoignent pour œuvrer au développement durable à toutes les échelles et à tous les niveaux.

Jean-Éric Neveu

Daniel J. Tortora, *Carolina in Crisis. Cherokees, Colonists, and Slaves in the American Southeast, 1756-1763*. Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2015, 280 p.

Professeur assistant à Colby College, l'auteur saisit la dynamique qui conduit la société coloniale à penser ses droits contre les Britanniques à l'occasion des affrontements avec les Cherokees en Caroline du Sud, Virginie et Géorgie durant la guerre de Sept Ans (1756-1763).

Onze chapitres chronologiques s'ouvrent sur l'alliance anglo-cherokee de Londres en 1730. Les représentants cherokees ont vu l'amitié dans l'indépendance là où les Anglais ont attendu la soumission des Indiens et des droits sur les terres. Le malentendu prend de l'importance au fil des années.

La montée des tensions nourrit les chapitres 2 à 4. Les attaques des Français et de leurs alliés indiens contre les frontières appalachiennes anglaises en 1753 déstabilisent la région. Les colons anglais perçoivent les Cherokees comme de possibles auxiliaires pour sécuriser leurs territoires. La Virginie les engage à la protéger, quitte à les détourner des zones utiles à la défense de la Caroline. Si les Cherokees se méfient des Anglais qui laissent colons et aventuriers s'établir sur leurs terres, ils luttent surtout contre les peuples alliés des Français.

Le chef Attakullakulla, proche des Anglais, peine à tenir l'alliance après 1758. Pour stopper les heurts entre Indiens et colons, l'idée d'échanger des otages est actée mais elle approfondit en fait les tensions entre les populations. Dans un contexte incertain, les esclaves de Caroline s'agitent. Beaucoup s'évadent dans

les terres indiennes. Des foyers de « marrons » émergent. Partout, les colons tremblent.

Les chapitres 5, 6 et 7 relatent l'aggravation de la situation à partir de 1760, à la suite d'une terrible épidémie de variole. Portée depuis les terres indiennes par les troupes et des commerçants, elle accroît les fractures de la société coloniale et renforce les ségrégations.

Dans le même temps, les Cherokees exigent des Anglais la libération de leurs otages. Le massacre de certains par la garnison de Fort Prince George en février 1760 déclenche les représailles des Cherokees sur la frontière de la Caroline. Les communications sont coupées. Le commerce est suspendu.

Dans les heurts, les Cherokees capturent des femmes et des enfants. Ils les assimilent lors de cérémonies spécifiques pour restaurer leurs rangs. Jusqu'en avril 1760, le harcèlement cherokee frappe surtout les confins de la Caroline du Sud et de la Virginie. La Géorgie protège ses colons en édifiant de nombreux forts.

La prise de Fort Loudoun (Tennessee), en mars 1760, change la donne. Là, des femmes cherokees, épouses de colons prisonniers, et des partisans du chef Attakullakulla veulent la paix. Une partie des élites coloniales y est aussi favorable. Le rêve d'une société assimilant les Cherokees est parfois exprimé. Toutefois, les pourparlers de paix échouent.

Sans appui des Français, les Cherokees sont brisés par l'armée du général James Grant (chapitres 9 à 11). Sa politique de terreur force les Indiens à la paix en décembre 1761. Durant les opérations, les colons dénoncent leur condition de subordonnés alors qu'ils

supportent tout l'effort. Ils craignent surtout une paix qui brise leur marche à l'Ouest.

Vaincus, les Cherokees voient de nouveau des colons s'installer sur leur territoire. D'autres peuples indiens profitent de leur faiblesse pour s'étendre à leurs dépens. Enfin, en 1763, la Couronne britannique garantit aux Cherokees le respect de leurs terres en échange de la paix, accentuant les critiques des colonies.

Celles-ci savent cependant jouer des divisions entre les peuples indiens pour les affaiblir, ce qui facilite la progression des colons et des marchands. Certains peuples deviennent des alliés pour capturer les esclaves en fuite. Les colonies refusent pourtant d'admettre l'intangibilité des frontières avec les Indiens. Il n'y a que des alliances d'intérêt avec des Indiens affaiblis.

Certains ressorts de la Révolution américaine s'éclairent. La guerre anglo-cherokee a semé la misère en Caroline du Sud et a rendu nécessaire une hausse des taxes. L'agitation des esclaves, dont les refuges se situent dans des terres hors contrôle, nécessite une réaction des colons. L'hostilité à l'égard de la Couronne se nourrit de la protection donnée aux Indiens. Les chemins de la prospérité et les droits des colons alimentent la question de la fidélité à Londres.

Le lecteur appréciera la réflexion sous l'angle de la « frontière ». Territorialement, les colonies voient leurs frontières comme des marges en mouvement vers l'Ouest, déniaient aux Indiens le droit à penser leur territoire. Socialement, la ségrégation coloniale repose sur de multiples frontières tandis que la confédération cherokee se nourrit régulièrement d'apports extérieurs assimilés, ce qui explique

la capture des femmes et des enfants lors des raids.

Le regard se détache du récit habituel de la guerre de Sept Ans. En replaçant la problématique du côté indien, l'auteur suggère qu'une part des tensions qui conduisent à la guerre d'indépendance naît de la politique indienne de Londres. Un jeu à trois (Britanniques/colons/Indiens) a alimenté des conflits dont la résolution se trouve pour partie dans la guerre d'indépendance.

Fabien Gaveau

R. Douglas Hurt, *Agriculture and the Confederacy. Policy, Productivity, and Power in the Civil War South*. Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2015, 364 p.

Professeur à Purdue University, R. Douglas Hurt est spécialiste de l'histoire rurale et agricole des États-Unis. Dans ce très riche volume, il renouvelle les travaux de Paul Wallace Gates¹ et de John Solomon Otto² en expliquant comment, durant la Guerre civile (1861-1865), le naufrage de la riche agriculture du Sud a accompagné, voire accéléré, l'échec des Confédérés.

La trame chronologique très fine soutient un plan qui alterne l'analyse de la situation dans les régions du Sud-Ouest et celles du Sud-Est. Le lecteur comprend comment l'accumulation des difficultés a fait chavirer les sociétés rurales du Sud dont le dynamisme reposait sur une agriculture commerciale très active, au-delà du seul « *king cotton* » et des riches plantations sucrières et rizicoles.

Cette situation fonde l'optimisme des autorités du Sud en 1861 (chapitre 1). L'année 1862 fait surgir des doutes chez les fermiers et les planteurs (chapitre 2). Les circuits commerciaux se brisent. La guerre appauvrit et restructure difficilement les marchés dans un cadre régional mais les producteurs soutiennent par nécessité l'effort demandé. Chacun s'interroge cependant sur l'issue d'un conflit mal engagé.

En 1862, la guerre ravage les domaines des planteurs et des fermiers du Tennessee au Mississippi (chapitre 3). Les récoltes sont détruites par le mouvement des troupes ou pour en empêcher la saisie. Les réquisitions confédérées sont mal indemnisées. Le Texas

approvisionne alors la Confédération tandis que les États voisins du Mississippi connaissent la faim, les pénuries et les exigences des troupes.

L'Est et le Centre-Est souffrent en 1863 (chapitre 4). L'occupation par les armées de l'Union gêne l'approvisionnement des régions confédérées encore libres. Les problèmes de transport s'intensifient. Les cultures commerciales sont largement remplacées par des cultures vivrières. Les prix s'élèvent. La qualité des productions recule. La fuite des esclaves désorganise le travail. Enfin, la dépréciation du dollar confédéré et la pénurie monétaire amplifient les problèmes. L'émeute de la faim de Richmond (Virginie) en avril 1863 signe l'incapacité des Confédérés à surmonter la guerre.

La Confédération s'écroule aussi à l'Ouest en 1863 (chapitre 5). Les fournisseurs texans rechignent à soutenir les Sudistes tant leur monnaie est dépréciée. Épidémies et épizooties ravagent les campagnes au rythme des déplacements des troupes. Les réquisitions privent les exploitations des animaux utiles à l'activité et du peu de nourriture encore disponible.

L'année 1864 signe le naufrage de l'ancienne économie agraire dans les États de l'Est (chapitre 6). Les batailles redoublent sur fond de dénuement de populations désorientées. L'ouest de la Louisiane et le Texas,

1. *Agriculture and the Civil War*, New York, A. Knopf, 1965, 383 p.

2. *Southern Agriculture during the Civil War Era, 1860-1880*, Westport, Greenwood Publishing Group, 1994, 172 p.

encore relativement épargnés en début d'année, sont en vain pressés par les autorités confédérées de produire un ultime sursaut (chapitre 7).

R. Douglas Hurt insiste sur le désespoir des populations durant l'hiver 1864-1865 (chapitre 8). L'économie agricole et commerciale du Sud est anéantie. Le défi est de reconstruire le capital d'exploitation et de retrouver la prospérité. Il obsède les populations du Sud à partir de 1865 alors que le pouvoir passe au Nord. La crise est générale, multiforme, complexe, durable, au point qu'un siècle sera nécessaire à la région pour qu'elle retrouve son niveau de richesse de 1861. Elle ne parvient cependant pas à construire l'apaisement social, comme en témoigne la ségrégation.

Ce travail permet d'approcher la césure que fut la Guerre civile. Les Confédérés ont été aveuglés par l'idée qu'ils se faisaient de la puissance par l'agriculture et le commerce international, preuve de leur difficulté à comprendre profondément l'état des forces économiques, sociales et politiques de leur temps. Les deux supports de leur puissance n'ont été que des chimères.

La réflexion monétaire aurait pu nourrir davantage le propos, les Confédérés ayant choisi d'appuyer leur monnaie sur l'évaluation des richesses foncières, agricoles et serviles. Leurs déboires marchent au rythme de la destruction de ces garanties.

Le conflit est une guerre totale qui oblige le Sud à repenser le travail, les rapports sociaux, l'identité individuelle, la liberté mais aussi la place des femmes. En effet, elles furent des milliers à maintenir la production agricole en l'absence des hommes, ce qui représenta un moment important de prise

d'autonomie, même passagère. Bien des pistes de recherche se dessinent quand le lecteur referme les dernières pages sur un moment de guerre totale.

Fabien Gaveau

Pete Daniel, *Dispossession. Discrimination against African American Farmers in the Age of Civil Rights*. Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2015, 352 p.

Dans ce bel ouvrage, le professeur Pete Daniel questionne le déclin des *farmers* afro-américains de 1940 à 1974, leur nombre tombant de 681 790 à 45 594 (– 93 %). Loin de traduire de simples mutations sociétales, le mouvement cache des pratiques discriminatoires à l'heure où les luttes pour l'égalité battent leur plein. La préface le rappelle.

L'administration agricole, dominée par un personnel blanc, relègue les employés noirs peu nombreux à des tâches mineures. Washington peine en outre à rendre effective la représentation des fermiers noirs dans les agences fédérales administrant l'agriculture dans les comtés. Ouverte en 1981 pour dénoncer les pratiques des bureaux, une *class-action* parvient à faire reconnaître les faits délictueux en 1999. En 2010, le Congrès prévoit de ne dédommager que les victimes ayant subi le préjudice avant 1981 alors que le jugement établit la permanence des faits au-delà. L'égalité de traitement des citoyens se fait attendre.

Le chapitre 2 décrit cette discrimination quand, en 1964, le secrétaire d'État à l'Agriculture fait enquêter dans les États du Sud sur les pratiques des agences publiques liées à son département. La mise à l'écart et les vexations dont les Afro-Américains sont l'objet y sont pointées.

La médiatisation des injustices est cependant moins aisée et moins fréquente dans les campagnes qu'en ville, comme l'expose le chapitre 3. En fait, des élites blanches utilisent la gestion des programmes d'aide pour

contenir les protestations des fermiers afro-américains en subordonnant un soutien public à leur soumission. D'ailleurs, malgré le cadre légal, les agences agricoles du Sud excluent généralement les fermiers afro-américains des instances auxquelles ils auraient dû être associés (chapitre 4).

Le personnel afro-américain de ces mêmes agences est très restreint. Ceux qui peuvent espérer atteindre un poste à responsabilité sont rares dans les comtés jusqu'à la fin de la présidence Reagan (chapitre 5). En 1987, seulement 1,3 % des directeurs des 2 500 comtés de l'*Agricultural Stabilization and Conservation Service* sont des Afro-Américains. Le constat est le même dans les institutions promouvant l'enseignement agricole, les techniques nouvelles (chapitre 6) ou dans celles chargées d'améliorer l'habitat des fermiers (chapitre 8).

Les employés afro-américains qui conseillent les fermiers de couleur sont moins formés, moins payés et moins considérés par leurs employeurs que leurs collègues blancs. Par ailleurs, les demandes des fermiers de couleur sont étudiées d'autant plus sévèrement que leur engagement contre la ségrégation est visible.

En somme, l'accompagnement officiel des fermiers reflète la *color line* et les exploitants les mieux aidés sont des Blancs, ce qui n'exclut pas leurs difficultés économiques.

Pourtant, nombre d'employés afro-américains sont très actifs et obtiennent des résultats. Le parcours de Willie L. Strain (chapitre 7) en témoigne. Salarié du *Negro Extension Service*, l'homme se dévoue à sa tâche, diffuse des informations utiles aux fermiers et obtient des résultats. La hiérarchie blanche lui barre

pourtant l'accès aux responsabilités, là où son expérience aurait été un atout pour l'action publique.

L'érosion du nombre de fermiers afro-américains découle donc pour partie du mépris des agences chargées de les aider. Un rapport officiel de 1982 le souligne, puis une commission d'enquête sur les actions du Département de l'Agriculture. En 2009, les 113 000 employés de ce secteur sont visés par 11 000 affaires d'atteinte aux droits civiques. Les protestations des Indiens (*Native Americans*) et des Hispaniques s'ajoutent alors à celles des Afro-Américains.

L'intérêt est de démontrer qu'indépendamment des cadres légaux nés des combats pour l'égalité, les fermiers afro-africains ont été maintenus dans un traitement discriminatoire localement. Les agences fédérales n'ont pas toujours traduit en actes les avancées militantes en faveur de l'égalité. Elles sont devenues des interfaces aptes à agir selon leurs convictions entre le gouvernement et les bénéficiaires supposés des programmes.

L'analyse sociale et politique de l'administration révèle toute sa richesse. Une simple approche institutionnelle aurait démontré que les agences fédérales avaient été créées pour inscrire une nouvelle légalité dans les campagnes. Leur échec aurait pu être interprété selon d'autres logiques que celles mises en évidence par l'auteur. La neutralité agissante des structures publiques est un leurre.

Voilà qui rappelle les modalités de réintégration des États du Sud sous le giron de l'Union après la Guerre civile, lors de la Reconstruction (après 1865). Les responsables des services savent biaiser les contrôles,

jouer avec les normes, les adapter en leur sens, et, *in fine* se jouer des espoirs démocratiques. Bien des perspectives sont offertes à une histoire politique de l'administration, en général et au-delà des voies ouvertes par la sociologie des organisations.

Fabien Gaveau

Aisha K. Finch, *Rethinking Slave Rebellion in Cuba. La Escalera and the Insurgencies of 1841-1844*. Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2015, 336 p.

Professeure assistante à l'Université de Californie à Los Angeles, Aisha K. Finch reprend le dossier de « *La Escalera* » à Cuba (1844). Le nom de ce moment vient de l'échelle à laquelle les esclaves faits prisonniers par les Espagnols étaient attachés et torturés, dans une ferme près de Matanzas, pour avouer leurs crimes et dénoncer leurs complices.

L'auteure démontre que le mouvement ainsi nommé a posteriori n'est pas une invention des autorités espagnoles destinée à intimider ou éradiquer préventivement les opposants à l'esclavage et au système colonial. C'est une vaste opposition peu coordonnée, aux assises rurales, où les femmes de couleur jouèrent un rôle prépondérant. Un dense appareil critique et une riche bibliographie accroissent l'intérêt de la lecture.

L'introduction rappelle la force des insurrections serviles au début des années 1840 dans l'ouest de Cuba et la « pédagogie de la terreur » que les autorités déployèrent pour les étouffer. Principale colonie d'une Espagne en crise, Cuba connaît une agitation anti-coloniale et anti-esclavagiste en partie animée par des étrangers, comme le consul britannique David Turnbull.

À l'inverse d'une tradition qui défend le fait que le pouvoir espagnol a créé la peur d'un mouvement insurrectionnel pour légitimer la répression, l'auteure décrit la réalité de l'opposition locale et l'inscrit dans la pression

abolitionniste qui parcourt alors le monde atlantique. Elle observe les résistances à l'échelle des plantations et les relie à d'autres niveaux de contestation. Elle explique magistralement comment les tensions à Cuba sont l'expression d'enjeux qui dépassent l'île.

Dans un premier chapitre, la situation de Cuba vers 1840 est brossée. L'économie sucrière nécessite des capitaux, qui veulent la paix sociale, et le maintien d'un commerce d'esclaves avec l'Afrique, suscitant l'hostilité du Royaume-Uni. La condition servile se dégrade dans le même temps. L'agitation dans les plantations en témoigne. En outre, les idées indépendantistes et libérales se diffusent dans les milieux abolitionnistes urbains, souvent stimulés par des résidents étrangers.

Les rébellions des années 1840 perpétuent les révoltes que les plantations connaissent depuis les années 1820. L'étude des insurrections serviles de mars et novembre 1843 suggère que les autorités ont craint un mouvement très structuré et général, préparant une vaste révolte pour 1844.

L'auteure étudie également les contestations dans les villes de Matanzas et La Havane. Nombreux y sont les opposants à la colonisation : blancs, noirs, libres, esclaves, créoles, étrangers. Pensée en relation avec les campagnes, leur hostilité inquiète les autorités.

Les femmes esclaves sont très actives. Connues grâce aux textes des arrestations et des procès pour avoir eu le titre de « reines », « capitaines », « lieutenants », elles ont orienté les résistances aux maîtres et aux autorités dans les zones rurales.

Loin d'une histoire qui se plaît à ramener les contestations de 1844 à la figure du poète

mulâtre Placido, le chapitre 6 analyse les leaders des groupes qui affrontent l'ordre colonial. Le concept de leadership est interrogé. Les pratiques religieuses et culturelles des esclaves, enracinées dans la culture africaine, offrent aux rebelles les moyens de communiquer, de mobiliser et de s'organiser selon des logiques comparables.

Les autorités espagnoles redoutent un mouvement d'envergure là où coexistent des groupes assez nombreux pour créer une menace globale. La répression inclut tous les opposants, y compris ceux qui n'étaient pas liés aux esclaves des campagnes. Le tout nourrit l'idée que l'Espagne a utilisé un prétexte pour consolider ses positions.

Le traitement très précis des sources, en particulier des déclarations des femmes arrêtées par les autorités, et l'attention à la culture des acteurs alimentent une approche sociale et culturelle du politique qui est exemplaire. Cet ouvrage est un heureux complément au beau travail de Karim Gorbhal, *Réformisme et esclavage à Cuba (1835-1845)*, publié chez Publibook en 2009.

Quand débute l'insurrection de 1868, le souvenir de *La Escalera* et de sa répression anime plus d'un insurgé car les mères en ont perpétué le récit auprès des enfants. Née de l'intérieur du système colonial, dès les années 1840, la contestation servile s'est perçue comme porteuse d'un projet émancipateur.

Enfin, si l'atmosphère abolitionniste de l'époque est fréquemment associée à la politique britannique et aux élites urbaines, l'ouvrage démontre qu'il y eut initiative et autonomie d'action des populations noires. L'approche permettrait de relire utilement les

tensions et les conflits dans le monde latino-américain et caribéen du temps en essayant de mieux saisir les contestations en leurs racines sociologiques propres.

Fabien Gaveau

Michel Vauchez, 1816. *L'année sans été. Quand explose un volcan !* Paris, Éditions Persée, 2014, 114 p.

Dans ce petit format, Michel Vauchez, professeur d'histoire, présente et explique une partie d'un registre tenu par plusieurs générations d'une famille du Jura, les Verguet du village de Vernantois. Sa composition n'est guère académique, ce qui ne doit pas empêcher le lecteur d'y jeter un œil.

Après la présentation du manuscrit et d'un glossaire utile à la compréhension des extraits édités, l'auteur propose plusieurs passages consacrés aux années 1816 et 1817, « années terribles », puis aux années 1818 à 1820, date du décès du rédacteur, Louis Verguet, vigneron né en 1766.

D'autres extraits suivent, permettant de connaître l'exploitation de cet homme depuis 1792. Certains passages concernent les saisons de 1802 à 1814 ; d'autres des remèdes ; d'autres encore des astuces pour éclaircir le vin ou une chanson de mariée, « mal mariée ». L'ensemble se termine par un libre commentaire de Michel Vauchez, inspiré par le texte qu'il a édité.

L'intérêt tient véritablement au caractère de source de l'ouvrage. C'est un de ces livres de famille qui demeurent souvent inaccessibles aux chercheurs. Rédigées par des hommes assez instruits et d'une modeste mais réelle aisance, les pages informent sur les préoccupations de petits paysans à l'orée du XIX^e siècle.

La partie consacrée à l'année 1816, qui débute en fait à la Toussaint 1815, permet de plonger dans un moment extraordinaire, souvent évoqué par les historiens de la météorologie mais sans doute trop négligé pour

comprendre réellement l'ampleur des difficultés que la France traverse alors dans le sillage de la chute de l'Empire napoléonien.

Louis Verguet, auteur du manuscrit, multiplie les preuves d'une année froide, pluvieuse, grise, à jamais mémorable. Aux récoltes très maigres en céréales et en fourrage a succédé une vendange très pauvre et tardive, au 12 novembre, après les gelées. La misère, les pénuries, la venue dans les campagnes d'habitants des bourgs en quête de comestibles, la cherté des céréales constituent la trame des pages. L'année 1817 n'est guère meilleure dans le village, au point que la faim et ses conséquences emportent, dit Louis Verguet, 40 personnes de la Toussaint 1816 à la Toussaint 1817. Observons qu'en vigneron, l'homme conçoit l'année comme l'unité élémentaire entre deux vendanges achevées.

Le lecteur est frappé par la minutie de Louis Verguet qui consigne les marques d'un temps extraordinaire mais n'exprime guère de curiosité pour en chercher les motifs. Il analyse tous les signes de son quotidien au regard de ce qu'il connaît par habitude, prouvant son aptitude à proposer un système de compréhension des faits dans un univers local.

Il n'évoque pas, en revanche, les raisons du phénomène, qui tiennent à l'explosion du volcan Tambora (Indonésie) en avril 1815. La masse de cendres et de poussières produite par la caldera fut telle qu'un effet de refroidissement et une moindre luminosité furent ressentis jusqu'en Europe de l'Ouest durant l'année 1816.

Cet écrit pouvait être analysé plus profondément car la richesse des lignes éditées réside aussi dans la mise à nu de la façon dont

les hommes du passé lisent leur environnement et le temps. Les paysans y accordaient un intérêt soutenu sachant que leur existence en dépendait.

C'est bien le cas en ce début de XIX^e siècle, à une époque où une bonne récolte tient plus à de bonnes conditions végétatives qu'à tout autre chose. Le développement de la chimie appliquée à l'agriculture permettra certes de réparer ce que la nature se refuse à donner, mais au risque de distendre le rapport qui unit le producteur au système environnemental où il agit.

Fabien Gaveau

Population 70 (1), 2015, 181 p.

Le dossier publié, fruit du programme de recherche « Migrations entre l'Afrique et l'Europe (MAFE) », a pour ambition de « comprendre les migrations au-delà de l'immigration ». Des annexes statistiques très riches et des références bibliographiques appuient quatre articles.

L'enquête a été conçue par l'INED et de nombreuses institutions, dont l'Université catholique de Louvain (Belgique) et l'Université de Kinshasa (République démocratique du Congo : RDC). Elle s'appuie sur des questionnaires, des données contextuelles, sociales, économiques, politiques, au niveau des pays africains et européens concernés (Ghana, RDC, Sénégal, France, Belgique, Italie, Espagne).

La combinaison de tous les échantillons éclaire les dynamiques migratoires, notamment les effets des contextes nationaux sur le processus. Quatre thèmes sont dégagés à partir de cette méthodologie : les tendances migratoires ; leurs facteurs explicatifs (départ, remigration, retour) ; les effets de la migration sur le fonctionnement familial ; les conséquences économiques des migrations pour les migrants et leurs familles.

Plusieurs tendances se dégagent des cas étudiés sous l'angle des foyers de migration, des parcours de migrants et des flux entre pays (Congo/Belgique ; Royaume-Uni/Ghana/Pays-Bas ; Royaume-Uni/Sénégal/Espagne, Italie/France). Chaque article souligne le caractère inédit de la collecte des données, de la réflexion et des résultats obtenus.

La comparaison des migrations féminines congolaise et sénégalaise confirme la tendance globale à la féminisation des flux migratoires

depuis les années 1980. Les femmes recherchent de façon autonome un emploi dans le secteur domestique (« nounou ») ou dans les soins (« infirmière »). Les migrations féminines sénégalaise et congolaise semblent refléter un contrôle social des femmes différent dans chacun des pays.

Au Sénégal, toute initiative féminine remet potentiellement en cause l'ordre social, rendant moins possible le départ des femmes de leur propre chef. En RDC, la crise globale affaiblit les formes habituelles du contrôle social. Elle facilite la prise d'initiative des femmes et explique leur forte place dans les migrations.

Un autre article confirme l'influence déterminante des réseaux de migrants dans les migrations actuelles. Ces réseaux sont parfois enracinés dans l'âge colonial, comme en témoignent les figures des tirailleurs sénégalais puis des ouvriers pendant les Trente Glorieuses en France. Là, les Sénégalais ont bénéficié du regroupement familial dans les années 1970 et d'une politique plus souple de visas et de permis de séjour. Les raisons de départ du Sénégal tiennent à la crise du système agricole traditionnel, à l'inefficacité des politiques de développement.

Les origines des migrants sénégalais évoluent. Les Toucouleurs et les Soninkés issus de la vallée du fleuve Sénégal sont les premiers migrants à travailler dans la construction. Dans les années 1970, la migration concerne des individus ayant un plus haut niveau d'instruction.

L'Europe du Sud a aussi été une destination privilégiée des Sénégalais. L'Italie régularise les migrants dans les années 1990.

L'Espagne a besoin de main-d'œuvre dans l'agriculture et la construction.

Si l'ascension sociale est possible, s'il y a un réseau familial et si le statut juridique n'est pas précaire dans le pays d'accueil, la remigration ou le retour ne se font pas. En revanche, si le travail est peu qualifié et si le migrant a une situation juridique précaire, comme c'est souvent le cas pour les Sénégalais en Italie et en Espagne, la probabilité est forte de remigrer ou revenir au pays.

La situation des pays d'origine, les ressources des pays d'accueil et le contexte politique international permettent de comprendre les flux migratoires. L'exemple des Congolais venus en Belgique pour s'instruire et celui du regroupement familial des Sénégalais en France le confirment. Les politiques d'ajustement structurel menées en RDC ont pesé sur les migrations. De même, la politique migratoire restrictive de l'Europe et l'obtention difficile du statut de « réfugié » pèsent sur les migrations depuis ces pays africains.

Enfin, l'étude du divorce des migrants à partir de couples ghanéens est novatrice. La migration facilite le divorce quand la femme migre sans le mari. Elle peut s'émanciper des normes coutumières. Si deux partenaires unis par un mariage forcé migrent simultanément, le système coutumier des genres est fragilisé. L'épouse peut briser plus simplement l'union qui ne lui convient pas. Le divorce baisse en revanche quand le mari migre seul et qu'il est rejoint ensuite par sa femme.

Ce numéro apporte de nouvelles pistes d'étude pour la compréhension des phénomènes migratoires africains sous un angle

socio-démographique. Il fournit de nouvelles sources quantitatives et qualitatives. Les réseaux sociaux, l'environnement socio-familial des migrants et l'économie souterraine qui vit avec les migrations internationales sont éclairés. Ces études ouvrent de nouvelles pistes pour appréhender les problématiques migratoires actuelles dans leur globalité et à toutes les échelles.

Jean-Éric Neveu

Stefanie Röhrs, Dee Smythe, Annie Hsieh and Monica de Souza eds., *In Search of Equality. Women, Law and Society in Africa.* Cape Town, University of Cape Town Press, 2014, 252 p.

Issues d'un programme de recherche de l'Association des constitutionnalistes africains, huit contributions questionnent l'impact des réformes juridiques favorables aux femmes dans plusieurs pays africains.

Tous les contributeurs, juristes de formation, ont une expérience de praticien du droit. Deux questions les guident. Quels sont les changements depuis cinquante ans en matière juridique au sujet des droits des femmes ? Quelle est aujourd'hui la réalité de ces droits ?

L'introduction insiste sur la pluralité des ordres juridiques soutenant les droits des individus en Afrique. Les lois constitutionnelles et les conventions internationales ratifiées par les États ouvrent des droits qui rencontrent les coutumes, les préceptes religieux, les lois issues de la colonisation et la législation civile et pénale postcoloniale.

Plusieurs textes démontrent le nécessaire couplage entre les actions juridiques et les actions sociales et politiques pour rendre effectives les garanties fondées en droit, comme le fait Diane Hubbard avec le cas de la Namibie. Ada Okoye Ordorle le démontre également avec l'action d'associations de défense des droits au Nigéria. Elles facilitent l'inclusion des normes constitutionnelles dans le quotidien. Marie Agathe Bahi ajoute qu'en Côte-d'Ivoire les institutions politiques pourraient mieux agir pour distiller socialement le droit favorable aux femmes.

Le défaut d'accompagnement des États dans la mise en œuvre des mesures constitutionnelles s'ajoute aux faiblesses des femmes. Mikateko Joyce Maluleke l'illustre avec les épouses polygames théoriquement protégées par la loi sur les mariages coutumiers de 1998 en Afrique du Sud. Wendy Isaak (Afrique du Sud) ajoute que ce pays, dont le droit se fonde sur le refus des discriminations, ne considère pas celles liées à l'orientation sexuelle. Les crimes contre les femmes noires homosexuelles le démontrent.

Avec l'étude du Malawi, Maureen Kondowe (Essex) observe qu'un arsenal constitutionnel protecteur des femmes est une avancée incomplète tant que l'État ne se donne pas les moyens de le rendre opératoire.

Deux contributions illustrent particulièrement ces points. Florence Akiki Asimwe commente la situation juridique des veuves en Ouganda. La transmission des biens répond à des logiques patrilinéaires. Pourtant, la constitution de 1995 garantit aux femmes le droit à hériter de l'époux. Le Parlement en a subtilement précisé l'application en insistant sur l'usufruit plus que sur la pleine propriété. Pire, toujours en vigueur, la loi sur les héritages de 1972 rejoint les coutumes très restrictives à l'égard des veuves.

La polygamie amplifie les difficultés. La loi sur l'enregistrement des propriétés permet théoriquement à chaque époux de stipuler la part des biens lui appartenant et d'indiquer à qui elle revient après décès. Par habitude cependant, les hommes seuls sont associés à un titre de propriété, empêchant les veuves de revendiquer leur avoir.

La situation juridique des femmes pauvres au Rwanda est le second cas. Eugene Manzi

explique qu'après la crise de 1994-1995 le pays a adopté une constitution et un arsenal juridique très favorables aux femmes sans annuler des dispositions contraires qui se perpétuent.

Le sort d'une femme illustre la situation. Pauvre, battue par son époux, elle se plaint à la police qui considère les coups comme une affaire privée malgré une loi punissant la violence conjugale. Si cette femme demande le divorce pour violence, elle doit quitter son domicile, chose impensable au vu de sa condition. Si elle quitte le foyer, elle encourt des poursuites pour abandon de domicile. Si elle demande la séparation de corps et de biens, le mari garde les biens et elle ne bénéficiera d'aucune aide de l'État, à la différence d'une femme divorcée. Les lois civiles lui sont défavorables.

La possibilité théorique d'en appeler aux instances judiciaires nationales pour se défendre exige une provision trop élevée pour ouvrir le dossier. Toutefois, une action collective est possible pour dénoncer les dispositions civiles contraires aux droits reconnus constitutionnellement. Les décisions des hautes cours étant peu diffusées, leurs effets demeurent réduits.

Le traitement du dossier n'omet ni la généalogie des cadres juridiques, ni le contexte propre à chaque société, ni la puissance des habitudes patriarcales qui réduisent l'expression des femmes, sauf quand elles peuvent s'assembler pour agir. Ajoutons que les cas abordés s'inscrivent presque tous dans des États influencés par le droit anglais. Un regard sur d'autres traditions juridiques serait intéressant.

Les chercheurs des sciences sociales et humaines gagneront à consulter cet ouvrage.

Il décrit combien sont présentes les intentions et les initiatives destinées à améliorer le sort des femmes. Les experts internationaux le répètent à l'envi : la situation des femmes est déterminante dans le développement des États. Ceux d'Afrique ici étudiés semblent en avoir pris la mesure. Beaucoup reste cependant à construire pour traduire au quotidien les promesses du droit.

Fabien Gaveau

Salma Ismail, *The Victoria Mxenge Housing Project. Women Building Communities through Social Activism and Informal Learning*. Cape Town, University of Cape Town Press, 2015, 166 p.

Ce livre décrit l'action de femmes pauvres associées pour transformer leur quotidien dans un bidonville du Cap. L'apprentissage hors cadre institutionnel est au cœur de la réflexion. Pauvres, venues des campagnes, ces femmes ont eu besoin de se former pour mener un projet de construction de logements sur des terrains légalement obtenus. Sans la rencontre de l'une d'elles avec l'auteure, enseignante et militante de l'éducation pour adultes, ce livre intelligent et agréable à lire ne serait pas.

Le premier chapitre présente le contexte du *Victoria Mxenge Housing Project* (VM), nommé en hommage à une activiste assassinée en 1985, et son animatrice, Patricia Matolengwe, d'origine rurale, établie dans le bidonville de Khayelitsha, engagée dans la Ligue des femmes de l'ANC.

Elle s'est appuyée pour agir sur le *People's Dialogue on Land and Shelter* (PD), né après la rencontre de Broederstroom (1991) sur l'accès à la propriété et à un logement décent, et sur des associations comme la *South African Homeless People's Federation* et le *Shack/Slum Dwellers International*, organisation ayant permis un transfert d'expérience depuis l'Inde, le Brésil et d'autres pays.

Le chapitre 2 rappelle, dans le sillage d'Antonio Gramsci et de Paulo Freire, que les plus pauvres ont besoin de se former pour transformer leurs conditions, voire pour peser sur les structures d'État. Les femmes rassemblées autour de Patricia Matolengwe ont appris

pour agir. Elles disent avoir voulu « du savoir, du pouvoir et de l'argent ».

Toutes voisines dans le bidonville, les femmes rassemblées se méfient du rapport au pouvoir que les hommes entretiennent dans un contexte sociétal très patriarcal. Elles critiquent les solutions de survie fondées sur la violence et les trafics et font valoir leur responsabilité de mères pour améliorer le quotidien.

De 1992 à 1998 (chapitre 3), le projet évolue d'une entraide, pour rassembler des moyens financiers et des énergies, à l'acquisition de terres et à la construction de logements avec attribution individuelle de la propriété des lots. La microfinance, imitée de l'Inde, inspire l'action. Ces femmes sollicitent les ministères, préparant les entrevues par des simulations dans le bidonville. Elles obtiennent de l'Église catholique les terres dont elles ont besoin, ce qui limite les efforts auprès des autorités civiles.

Aidées par un architecte, elles conçoivent les logements. Certaines notent que, sachant cuisiner, elles peuvent suivre un plan de construction. Elles apprennent les règles d'un budget, le contrôle des coûts, à bâtir, à fabriquer des briques. Elles développent des compétences, apprennent à se faire confiance et font jaillir des logements. La nécessité de s'entraider, discuter, négocier, résoudre les problèmes engendre une communauté et un espace démocratique au sein du quartier.

En 1998, les époux sont informés que chaque maison sera enregistrée sous le nom de l'épouse. L'exigence est si attentatoire à l'ordre patriarcal que beaucoup de femmes plient devant leur époux, mais pas toutes.

Leur détermination paie en 2002 quand l'État reconnaît le droit d'enregistrer la propriété du terrain et de la maison sous le nom de chaque conjoint.

De 1998 à 2001 (chapitre 4), les femmes du VM sont mobilisées pour transmettre leur expérience. Elles enseignent en empruntant à leur culture les outils pertinents : le ton des prêches, les références maternelles, féminines... Or, l'impatience des mal-logés grandit. Les occupations illégales de terrains se multiplient. Les pouvoirs publics s'inquiètent.

Un partenariat financier et politique est pensé entre le VM, les mouvements sociaux et le ministère du Logement pour conduire des constructions nouvelles en 2001. Le VM estime pourtant que la mobilisation des femmes ne vise pas simplement à construire des logements mais à améliorer globalement la position sociale des bénéficiaires et à créer un sens collectif.

Dans les faits, la dynamique communautaire est moins présente là où les projets d'amélioration de l'habitat ne sont plus conduits par les bénéficiaires attendus. En outre, si les femmes du VM parlent de leur expérience, il n'y a plus d'échanges à l'occasion du travail concret de construction, là où l'apprentissage est le plus efficace entre individus. Après 2003, les organisations de terrain deviennent surtout les relais du ministère du Logement.

Ce travail montre l'aptitude des plus pauvres à agir. La dynamique du projet pousse à acquérir des compétences autrement que par une approche institutionnelle. Le militantisme des acteurs soutient leur énergie et leur donne les premières clés pour agir, preuve que le pouvoir de changer le quotidien

ne réside pas seulement entre les mains des grandes institutions.

L'auteure ne néglige pas les jeux d'acteurs et les rapports de force. La reprise en main des projets par le gouvernement en amoindrit l'impact sur la cohésion sociale. En ce sens, l'autonomie des acteurs questionne. Livrés à eux-mêmes par l'État, leur situation est très mauvaise. Toutefois, les autorités agissent car elles ne veulent pas voir naître une force sociale et politique concurrente.

L'étude viendra utilement nuancer les approches juridiques sur le droit des femmes en Afrique du Sud. Aucune fatalité ne les retient mineures. Enfin, les ruralistes liront que ces femmes ont mis en œuvre une expérience rurale pour fonder leurs actions dans les bidonvilles. Un livre essentiel pour tempérer les préjugés de certaines recherches.

Fabien Gaveau